



Le 28 novembre 2019

Monsieur Gérard Darmanin, Ministre de l'action et des comptes publics veut mettre en place un vaste plan de réorganisation des finances publiques (DGFIP) dans les territoires.

Dénommé « nouveau réseau de proximité » (NRP) ce plan est une attaque frontale du gouvernement contre les territoires, notamment **par des transferts de charges financières de l'État vers les collectivités territoriales**, des fermetures massives de trésoreries (voire de leur totalité dans certains départements), une diminution drastique de l'ensemble des services de proximité de la DGFIP.

En Indre-et-Loire, ce sont toutes les trésoreries encore existantes qui seraient sacrifiées (hors hospitalières). Le « back-office » des trésoreries serait regroupé au sein d'un service de gestion comptable.

Si l'État réduit ses coûts en réorganisant son réseau de comptables, il transfère aussi le coût de sa mesure sur les budgets locaux (mise à disposition d'agents territoriaux, recours aux services de prestataires associés payants pour le transport des recettes...).

L'apparence flatteuse de la carte, y compris dans sa deuxième version, publiée par la direction départementale des Finances publiques, pré-positionnant les points d'accueil, est trompeuse ! Contrairement aux affirmations de la direction locale, la création de « points de contact » ne va pas étoffer le service public de proximité. Bien au contraire, il ne s'agit que d'un service « low cost » (n'assurant que partiellement un accueil primaire et non l'intégralité des services actuels) et sa pérennité n'est même pas acquise.

Ces Maisons de Service Aux Publics (MSAP) ou Maisons France Service (MFS) seraient tenues par des personnels à la charge des collectivités, avec une possibilité offerte, à l'occasion, de « permanences » ponctuelles d'agents de la DGFIP ou de télé-conférences sur rendez-vous avec une ou un fonctionnaire des finances publiques.

La création des MSAP et MSF est attenante à la suppression massive des services de pleine compétence. On peut donc, dès à présent, se poser la question : combien de kilomètres vos administrés devront-ils parcourir pour pouvoir rencontrer un agent des Finances publiques ?

Améliorer le service public fiscal, comptable et foncier nécessite des moyens en conséquence.

Les dangers de cette réforme résident dans le fait qu'elle ne tient compte en rien du réseau territorial de transport collectif, des zones blanches, de nos concitoyens qui souffrent d'illectronisme. Elle ne fait que détruire le réseau de proximité dont les habitants et leurs élus ont encore et toujours besoin. Il en sortira une situation encore plus dégradée.

L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO, CFDT, de la DDFiP 37 compte sur votre détermination à défendre la présence des services de pleine compétence de l'État au sein de vos territoires.

Cette réforme doit être abandonnée.

Notre réseau de services de pleine compétence doit être consolidé et développé.

L'intersyndicale des Finances Publiques de l'Indre et Loire démêle le vrai du faux.

Que promet la DGFIP ?	Qu'aurez-vous vraiment ?
une trésorerie ?	...mais c'est une permanence en mairie, une Maison France Service, un accueil de proximité ou un point de contact <i>> Aucun agent de la DGFIP ne sera affecté en résidence administrative dans les communes concernées. Nos collègues ne veulent pas s'y rendre ni travailler dans ces conditions : isolement, trajets, et trop grande polyvalence exigée.</i>
un accueil ?	...mais il faudra venir pour prendre rendez-vous, et revenir ! <i>> Quand ce sera ouvert et/ou quand il y aura des rendez-vous à honorer.</i>
de la proximité ?	...mais ça deviendra très vite de l'accueil distant avec la généralisation des visio rendez-vous. <i>> Généralisation prévue par Édouard Philippe (CAP 22) et mise en avant dans le guide de la DGFIP pour conduire la réforme.</i>
un guichet ?	...mais pour payer en liquide, direction le bureau de tabac svp ! <i>> mais attention pas tous les bureaux de tabac non plus !</i>
un renforcement du service public ?	...mais les effectifs de la DGFIP ne cessent de baisser ! <i>> Dans l'Indre et Loire : 832 emplois en 2013, 777 emplois en 2019 (malgré la création en 2018 d'un service avec 36 emplois), 660 en 2022.</i>
un trésorier ?	...mais d'un côté, c'est un <u>comptable</u> qui ne vous conseillera plus, éloigné géographiquement et inaccessible, et d'un autre côté, un <u>conseiller</u> qui ne sera plus votre comptable, qui sera itinérant dans la communauté de communes. <i>> Quelle répartition des rôles entre l'un et l'autre ? Mystère.</i> <i>Aucune expérimentation n'a été menée pour s'assurer de la pertinence de cette réorganisation majeure.</i> <i>Cela prépare à coup sûr, avec le Compte Financier Unique, un report sur les ordonnateurs de la lourde charge qu'est la responsabilité personnelle et pécuniaire devant le juge des comptes. Prévenez vos héritiers !</i>
un engagement ?	...mais c'est une ''charte'' ! <i>> Seuls les élus s'engageront - politiquement - par leur signature.</i> <i>L'administration sait parfaitement qu'une telle charte n'a pas de valeur juridique.</i>
de l'expertise ? (assiette et recouvrement)	...mais à la DGFIP, aucun agent, aucun inspecteur, n'est formé pour répondre dans les 2 domaines, très séparés dans nos services. <i>> L'accueil fiscal de proximité promis restera basique, et il faudra souvent reprendre des rendez-vous.</i>
l'administration du 3ème millénaire ?	...mais cela vise à faire endosser aux collectivités un maximum de charges : accueil de proximité, gestion des locaux, financement des contractuels en charge de l'accueil primaire, responsabilité personnelle et pécuniaire devant le juge des comptes, assurances et cautions, privatisation du conseil et de l'expertise.

PLAN DARMANIN = LIQUIDATION DE LA DGFIP + DÉSSERTIFICATION DU MONDE RURAL

Sans votre accord, il ne peut RIEN se passer.